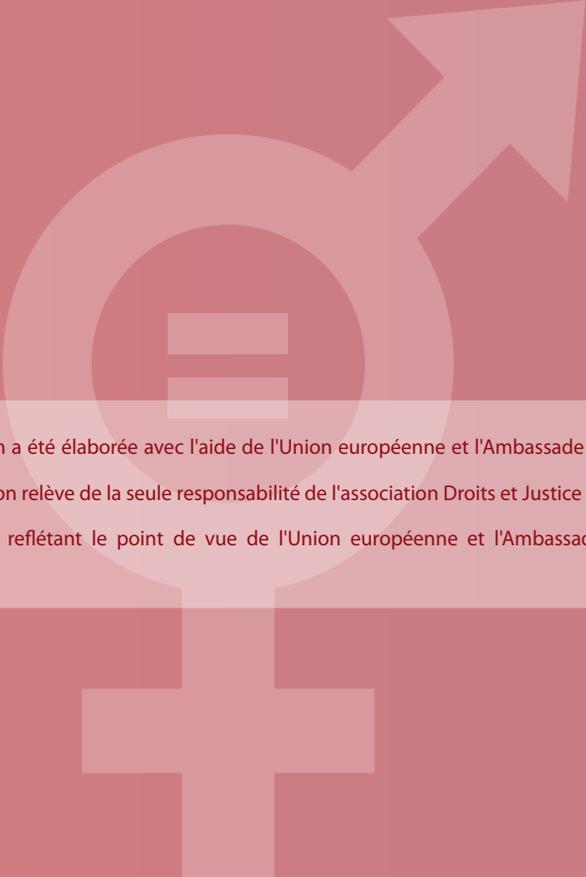


Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité  
homme-femme au Maroc  
2016/2019



# Polygamie



la présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège. le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'association Droits et Justice et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège.

## INTRODUCTION

La valeur de l'égalité entre hommes et femmes n'a jamais été et ne sera jamais une chose acquise ni un aboutissement définitif, c'est plutôt un processus de lutte continuelle sur tous les plans : juridique, humanitaire et judiciaire d'une part, politique, économique, social et culturel d'une autre part.

La dégradation de la situation sociale et l'aggravation de l'état d'exclusion et de marginalisation dont souffre la moitié de la société sont le résultat de « l'incapacité » de l'Etat comme de la société à mener de façon parallèle, d'un côté, la production des biens et des richesses et le développement économique, et de l'autre, la répartition équitable des fruits de ce développement entre hommes et femmes.

Cette situation nécessite que l'on abandonne l'attitude consistant à se fier à la seule valeur d'égalité inscrite dans la Constitution, pour une mise en œuvre véritable de cette valeur sur les niveaux législatif, politique, économique, social et culturel. Cela ne saurait se faire sans l'adaptation de toutes les lois aux dispositions constitutionnelles et aux critères internationaux, et sans mise en œuvre de ces lois sur les plans de la vie quotidienne comme de la pratique judiciaire afin de parvenir à l'éradication de toutes les formes de discrimination législative et pratique à l'égard des femmes.

Le projet « Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité homme-femme au Maroc » qui représente un des niveaux d'engagement de l'Association « Droits et justice » dans le processus de réalisation de l'égalité est ainsi lancé dans le but de créer un environnement juridique favorable au respect des droits de la femme, à travers l'analyse des textes juridiques qui constituent une discrimination à l'égard de la femme.

La moyenne nationale de la polygamie au Maroc entre la période de 2011 et de 2015 est de 0,29%. Ce taux connaît de légères fluctuations, et une diminution par rapport au taux de demandes acceptées. Cependant la permissivité des juges par rapport aux demandes refusées s'estime à une moyenne de 45,88% durant la même période. Le total de demandes acceptées démontre la forte probabilité que la demande de polygamie soit accordée par les juges; les chances de valider cette demande sont de presque une chance sur deux.

Tableau1 : Evolution de la polygamie au Maroc

| ©                                | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Demandes acceptées</b>        | <b>1890</b>   | <b>1571</b>   | <b>1822</b>   | <b>2041</b>   | <b>2050</b>   |
| <b>Demandes refusées</b>         | <b>1976</b>   | <b>2205</b>   | <b>2105</b>   | <b>2207</b>   | <b>2561</b>   |
| <b>Polygamie contractée</b>      | <b>1104</b>   | <b>806</b>    | <b>787</b>    | <b>868</b>    | <b>952</b>    |
| <b>Total mariage (tout type)</b> | <b>325415</b> | <b>311581</b> | <b>306533</b> | <b>312495</b> | <b>301746</b> |
| <b>Pourcentage de polygamie</b>  | <b>0,34%</b>  | <b>0,26%</b>  | <b>0,25%</b>  | <b>0,28 %</b> | <b>0,32%</b>  |

Source : Ministère de la Justice et des Libertés (Maroc)

Précision de ces critères ‘objectifs’, les juges ont une grande marge de manœuvre pour valider la demande. Et même en cas de refus prononcé par les juges, certains hommes utilisent des moyens pour contourner la décision du tribunal.

## 2

### MOYENS POUR CONTOURNER LA DECISION DU JUGE EN CAS DE REFUS DE POLYGAMIE

D’après le rapport du réseau ANARUZ, la polygamie est considérée comme une violence juridique non négligeable puisqu’elle touche 2,7% des violences, soit 56 cas annuel de plaintes où le mari transgresse les conditions de la polygamie énoncées dans le code de la famille ou contourne la loi. Parmi les exemples de contournement de la loi aux fins de polygamie, l’utilisation par le mari d’un ancien acte de divorce établi entre lui et la victime pour justifier au juge les motifs de son désir de polygamie.

Une autre enquête de terrain a été menée par EL KHAMLI Zohra au niveau des tribunaux de Tétouan sur les formes de violence juridique, celle-ci a constaté 5% des cas de polygamie où la première femme n’est pas avisée. Elle évoque l’action de reconnaissance de mariage à travers la lecture de la fatiha qui est un moyen pour contourner la loi.

Dans ce sens, la Coalition Printemps de la dignité propose l’abrogation des alinéas 2, 3, et 4 de l’article 16 puisqu’il y a une violation du principe de la consignation de l’acte après le consentement au mariage. Quelle compatibilité des articles avec les cadres de référence ?

---

Réseau National des Centres d’écoute des Femmes Victimes de Violences, Deuxième rapport : Analyse des plaintes enregistrées par les centres d’écoute et d’assistance juridique des femmes victimes de violence, 2007, p : 17-18 (trad. de l’arabe)  
Le réseau ANARUZ (Réseau National des Centres d’écoute des Femmes Victimes de Violences) regroupe 19 associations et centres d’écoute. Il vise à renforcer les actions des associations au Maroc en matière de défense des droits des femmes et de lutte contre les violences à leur égard. Le réseau a pour objectif de développer et de mettre en place des centres juridiques pour la lutte contre les violences à l’égard des femmes dans les différentes régions du Royaume.  
EL KHAMLI Zohra, Les affaires des femmes au niveau des tribunaux de Tétouan, 2013, p : 59-60 (trad. de l’arabe)

La Coalition Printemps de la dignité souligne que le recours délibéré au mécanisme d'authentification de l'acte dans l'article 16 est une forme de perpétuation des coutumes et des traditions archaïques qui entravent le progrès et le développement. Il s'agit d'une incompatibilité avec les engagements internationaux du Maroc dans le domaine des droits humains, des femmes, en particulier la convention sur le consentement au mariage et l'enregistrement au mariage.

Le principe de consentement est encore très difficile à reconnaître car la première femme accepte d'être co-épouse devant le tribunal par crainte de divorcer et non pas par choix. Il s'agit très souvent d'une situation subie et non pas assumée. D'ailleurs, l'article 45 du CF stipule : "Lorsque l'époux persiste à demander l'autorisation de prendre une autre épouse et que la première ne donne pas son accord, sans pour autant demander le divorce, le tribunal applique, d'office, la procédure de discord (Chiqaq) ..." En cas de refus de la polygamie, nombreuses femmes acceptent le divorce, ce qui diminue le pourcentage de polygamie et augmente le taux de divorce.

Et en cas d'acceptation de la co-épouse, la première femme est souvent dans la contrainte de subir la situation en vue de préserver la stabilité socioéconomique de sa petite famille. Cet état de fait est en contradiction avec le principe de consentement mentionné dans l'article 16 de la Cedef.

D'autre part, les motifs 'objectifs ou exceptionnels cités dans l'article 41 du CF' qui légitiment cette union polygame sont souvent remis à la 'subjectivité' du juge qui a une grande marge de manœuvre pour valider la demande.

Le seul moyen de contourner la polygamie d'une façon légale est la prévention. Le régime dérogatoire a prévu la possibilité pour l'épouse de refuser par contrat la polygamie. Cette clause s'impose au mari et au juge.

La femme qui se marie en premier a le droit d'opter pour cette clause en vue d'éviter la polygamie. Cependant cette clause est dans la plupart du temps méconnue ou évitée pour des considérations traditionnelles, ce qui ne protège pas les femmes des futures partenaires.

## 4

## RECITS ET TEMOIGNAGES SUR LA QUESTION

Du point de vue de la coordinatrice du Réseau ANARUZ des centres d'écoute pour les femmes victimes des violences : "La polygamie est une violation des droits fondamentaux des femmes car ce n'est pas un élément d'épanouissement, mais plutôt une atteinte à leur dignité... De plus, il y a un défaut dans la loi car les femmes sont obligées d'accepter que leur mari se remarie avec une deuxième femme à cause de leur dépendance économique..." Le défaut de la loi est lié à l'article 45 qui oblige la femme à divorcer en cas de refus de la co-épouse. En faisant recours à la polygamie, le taux de divorce augmente puisque nombreuses femmes demandent le divorce pour éviter de départager des familles. Et d'après la coordinatrice du centre d'écoute Najma de lutte contre la violence de femmes à Rabat, Mounia KHETTAB relate: "Il y a environ 170 cas de plaintes annuelles pour cause de polygamie. La plupart du temps, nous avons des cas de femmes qui viennent se plaindre de la polygamie sans motif objectif. Les hommes veulent se remarier juste pour le plaisir de changer de femmes, ils sont frivoles 'zayghin'. Ils utilisent parfois des moyens pour contourner la loi, comme la falsification de l'adresse pour que la première femme ne se présente pas au jugement, et l'authentification du mariage à travers l'action de reconnaissance de mariage qui est la plus courante..."

KHETTAB confirme que les cas traités au niveau du centre d'écoute représentent une violence juridique puisque les motifs de la polygamie sont liés au désir sexuel et non pas à des raisons objectives .

Les moyens pour contourner la voie juridique réconforte l'hypothèse du non consentement de la première épouse au mariage polygame. Ce critère de non consentement est en contradiction avec l'article 16 de la Cedef qui stipule que le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. Le mariage polygame n'est pas sans effet sur la première co-épouse, en voici quelques récits de vie recueillis par l'association ADFM :

Najda : “ Et là, il a ramené une quatrième femme, et il m'a obligé de lui donner l'autorisation pour qu'il se remarie. Il m'a menacé, il me frappait, il me disait qu'il allait m'égorger et bien d'autres choses terribles... L'homme doit se marier juste avec une seule femme pour qu'il puisse bien s'en occuper.” (trad. de l'arabe)

Les moyens pour contourner la voie juridique réconforte l'hypothèse du non consentement de la première épouse au mariage polygame. Ce critère de non consentement est en contradiction avec l'article 16 de la Cedef qui stipule que le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux. Le mariage polygame n'est pas sans effet sur la première co-épouse, en voici quelques récits de vie recueillis par l'association ADFM :

Halima : “... Et depuis 2009, il m'a abandonné et a délaissé mes droits et ceux de mes enfants. J'ai fini par lui donner l'autorisation parce que les enfants l'aimaient et ont cru qu'il allait leur rendre visite. Mais malgré tout, il n'a pas respecté ses engagements comme s'est mentionné dans la loi ...” (trad. de l'arabe)

Halima est déçue du désengagement de son mari malgré le fait qu'elle ait accepté la polygamie. Et même avec la renonciation de son consentement pour faire plaisir à ses enfants, son époux ne respecte pas ses engagements pour entretenir financièrement son premier foyer et rendre visite à ses enfants.

Ces récits et témoignages confirment encore une fois l'hypothèse du non consentement de la première femme et du fait que cette situation soit subie et non pas choisie. Quels sont les autres effets de la polygamie ?

La question de la parité entre les co-épouses est non seulement difficile dans la réalité sociale, mais aussi dure à appliquer en islam. D'ailleurs le verset 123 de la sourate nissa le précise : « Vous ne pouvez jamais être équitable entre vos femmes, même si vous êtes soucieux... ». Cette sourate préconise même la monogamie dans son troisième verset puisque la parité entre les co-épouses est difficile : « mais si vous craignez de n'être pas justes avec celles-ci, alors une seule (...) Cela afin de ne pas faire d'injustice ».

Selon KOUDJI Abderrahmane , l'étude des sociétés concernées confirme l'idée que la polygamie n'est nullement une invention de l'islam. L'islam n'a fait que la restreindre, même s'il ne l'a pas abolie totalement. Cette pratique est devenue particulièrement difficile de nos jours, à la fois pour des raisons économiques et culturelles. Il ressort de cette étude et des rapports précités que la parité entre la co-épouse est difficilement accessible, et que la monogamie est le type d'union qui garantit le plus d'équilibre familial et une meilleure ambiance de parité.

Et d'après le rapport sur le Genre et Droit à la Sécurité Sociale au Maroc , la polygamie entraîne un surcoût pour la sécurité sociale puisque l'homme polygame maintient le même montant de cotisation tout en lui autorisant la prise en charge de toutes ses co-épouses. Et en cas de décès, les co-épouses veuves inactives sont sanctionnées puisqu'elles sont obligées de partager le montant de la pension de l'époux décédé entre elles. Les co-épouses encourent un risque plus élevé d'insécurité de revenus durant la vieillesse et ont plus de chance de concentration de la pauvreté en fin de vie, surtout après le décès de l'époux

Seul l'époux polygame garde les privilèges économiques de la polygamie car la sécurité sociale prend en charge des co-épouses avec les enfants respectifs même si cela entraîne des charges supplémentaires pour le contribuable.

De plus, les co-épouses sont lésées en cas de veuvage, et aucune mesure n'est prise pour compenser leurs pensions. Le partage de la pension pour les co-épouses veuves inactives fragilise leur situation financière et accentue la pauvreté féminine.

La probabilité de se retrouver veuve est très élevée chez les co-épouses d'après une étude collective réalisée à Marrakech. La différence d'âge entre mari et femmes souvent plus jeunes pourrait entraîner une rupture des unions par mortalité masculine plus fréquente que dans le cas des unions monogames.

Cette réalité accentue les risques d'exposer les enfants des co-épouses postérieures de devenir orphelins vu l'âge élevé de leur père.

Vu les effets indésirables sur la stabilité matrimoniales des co-épouses et celle de leurs enfants, et sur la fragilité du statut des co-épouses veuves et celles de leur progéniture, ainsi que la difficulté pour la première femme à accepter la nouvelle partenaire, souvent contrainte de l'accepter pour éviter le divorce, quelles sont les recommandations possibles pour limiter les conséquences de la polygamie ?

### III AXES DU PLAIDOYER

Sur le plan juridique, la polygynie est l'une des dispositions du code de la famille qui viole les principes de l'égalité et de la non discrimination fondée sur le sexe. Cette pratique qui caractérise les sociétés patriarcales est l'expression de la domination masculine par laquelle l'homme peut avoir plusieurs co-épouses. Pour toutes les raisons évoquées précédemment, notamment les effets économique, social et psychologique, et l'incompatibilité de cette pratique avec la constitution et la norme internationale

ADFM & UE, *Genre et Droit à la Sécurité Sociale au Maroc*, décembre 2016, p.45

Article 60 de la loi N°17.02. Article 33 de la loi sur les pensions civiles. Article 39 de la loi sur le Régime collectif d'allocation de retraite.

VAREA Carlos; *Polygynie et fécondité au Maroc : l'effet de l'instabilité matrimoniale* In : *Conception, naissance et petite enfance au Maghreb*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 1997  
<http://books.openedition.org/iremam/2901>

en termes de respect de l'égalité des sexes, il faut interdire la polygamie afin de rendre la dignité à la femme et d'assurer la stabilité familiale à ses enfants. Et dans le cadre de la protection des femmes et des enfants issus des mariages polygames, des mesures de protection doivent être entamées en vue de s'assurer de l'entretien financier des femmes polygames avant la loi qui abroge la polygamie, et la sanction de l'époux pour défaut d'entretien ou de violence. Les recommandations s'articulent autour des axes suivants :

### Abrogation de l'article 45 du CF

Cet article qui autorise le tribunal d'appliquer, d'office, la procédure de discord (Chiqaq) en cas de refus de la polygamie est une forme de menace juridique qui pousse la femme à donner son accord verbal sans qu'il ne soit vraiment un consentement. L'abrogation de cet article permettra également de diminuer le divorce puisque plusieurs femmes optent pour le divorce pour éviter la polygamie. Cependant, les femmes les plus vulnérables sont dans l'impasse d'accepter la polygamie pour éviter le divorce. L'interdiction de la polygamie permettra à un certain nombre de foyers de retrouver la stabilité familiale.

### Abrogation de l'article 16 du CF

Parmi les moyens utilisés par certains hommes et de procéder à un mariage coutumier à travers la lecture de la sourate Fatiha, sans l'enregistrement dans un registre civil, puis son officialisation après le passage à l'union polygame travers l'action de reconnaissance de mariage (toubout zawjiya) autorisé dans l'article 16. Cet article doit être abrogé en vu d'éviter de contourner la loi, surtout lorsqu'il viole le principe de non consentement avec la première épouse.

### Proposition de mesures pour la protection des anciens foyers polygames

En plus de l'interdiction de la polygamie, les anciens foyers polygames doivent être protégés. Des mesures doivent être prises pour la protection des femmes et des enfants issus des mariages polygames. Les plaintes des femmes polygames doivent être traitées dans les plus brefs délais en vue d'assurer l'entretien financier des femmes polygames et de leurs enfants, ainsi que la sanction de l'époux pour défaut d'entretien ou de violence.

## Conclusion

Les effets de la polygamie sont divers, ils peuvent être économique, social et psychologique. L'étude sur la sécurité sociale démontre que le contribuable paie pour garantir les droits des co-épouses du vivant du mari, sans que ce dernier fasse des cotisations supplémentaires. Et en cas de veuvage, ces dernières sont lésées puisqu'elles se partagent la pension, sans parler du partage de l'héritage. Les droits de ces femmes ainsi que ceux de leurs enfants sont limités de part le partage de la pension et du patrimoine.

D'autre part, l'analyse des témoignages des femmes de terrain et les récits des femmes victimes de la polygynie révèle l'impact négatif de cette pratique sur la santé psychologique de la femme et sur l'instabilité morale et économique de la famille. Les femmes sont dans l'obligation d'accepter la polygamie pour éviter le divorce (article 45), et les hommes trouvent des ruses pour contourner la décision du tribunal en cas de refus du tribunal comme le recours à la reconnaissance de mariage (article 16). Selon ces discours, il n'existe pas de raison objective pour entamer la procédure de la polygamie, il s'agit plutôt du désir de l'homme de diversifier les femmes ou les 'objets sexuels'.

L'étude des statistiques nationales sur la polygamie indique un niveau important de permissivité quant à l'autorisation des juges de la polygamie, et cela est dû à la grande marge de manœuvre dans l'interprétation de 'raisons objectives' qui légitime cette pratique.

De plus, les femmes se plaignent des failles dans la loi comme la menace de divorce en cas de refus de la polygamie, et les moyens de contournement de la loi à travers l'authentification de mariage.

L'application de l'article 16 de la CEDEF constitue une référence en vue d'interdire la polygamie qui touche le non respect de la dignité humaine surtout en termes de non consentement de la première femme. Cette pratique est aussi à l'encontre du principe de lutte contre la discrimination entre les hommes et les femmes visé dans la constitution.

2



1



3



ما عندك  
ما تصوري  
مني

131 Apprt N° 21 - Casablanca - Maroc, boulevard Abdelmoumen, 5ème étage  
Tél. : +212 522 25 82 66 - Fax : +212 522 25 23 06

Centre d'écoute juridique pour les femmes.

Tel:05.22.25.34.66 - Fax:05.22.25.23.0

Adresse: 77,boulevard du 9 Avril,quartier Maârif, Casablanca.

131.شارع عبد المومن،الطابق الخامس الشقة رقم 21،الدار البيضاء - المغرب  
الهاتف : 522 252 306 (+212) - الفاكس : 522 277 688 (+212)

مركز الاستماع القانوني للنساء

الهاتف: 05.22.25.34.66 - الهاتف: 05.22.25.23.06

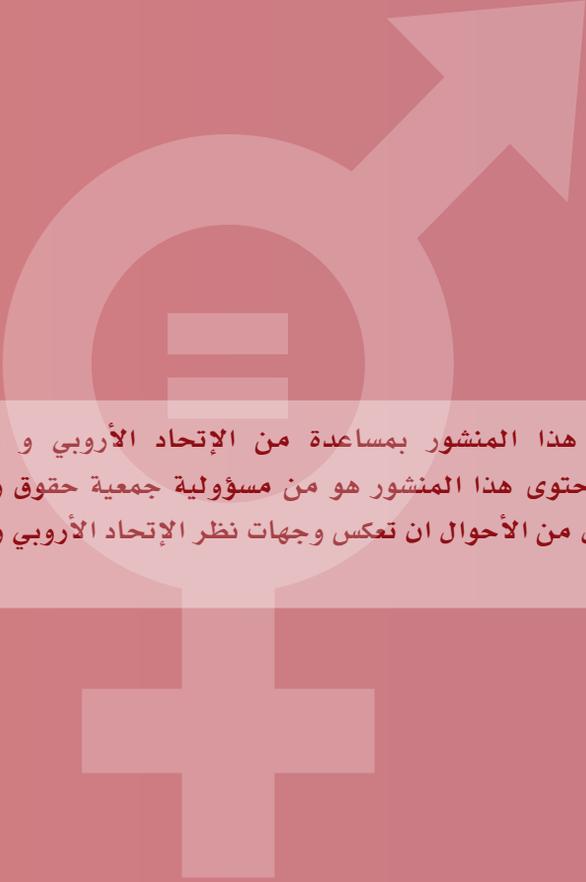
العنوان: شارع 9 أبريل رقم 77 حي المعاريف الدار البيضاء

# تعزيز نظام المساواة في النظام القضائي بالمغرب 2016/2018



## تعدد الزوجات





لقد تم إعداد هذا المنشور بمساعدة من الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية. إن محتوى هذا المنشور هو من مسؤولية جمعية حقوق و عدالة و لا يمكن بأي حال من الأحوال ان تعكس وجهات نظر الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية

## تركيب: تقرير عن وضعية تعدد الزوجات بالمغرب

### تمهيد

لم تكن قيمة المساواة بين الرجال والنساء ولن تكون معطى بديها، أو مكتسبا نهائيا، أو نتيجة حتمية، بل مسألة صيرورة لصراع مستمر على جميع المستويات القانونية والحقوقية والقضائية من جهة، والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية من جهة أخرى. إن تفاقم الأوضاع الاجتماعية، وتزايد حدة الإقصاء والتهميش لنصف المجتمع، جاء كنتيجة لـ "عجز" الدولة والمجتمع معا عن المزوجة بين إنتاج الخيرات والثروات والنمو الاقتصادي من جهة، وبين توزيعها بشكل عادل ومتساوي بين النساء والرجال من جهة أخرى. لقد اقتضت هذه الأوضاع ولازالت تقتضي وبالضرورة، الانتقال من وضعية الارتكان لقيمة المساواة المجردة المنصوص عليها دستوريا، إلى تفعيل هذه القيمة على جميع المستويات التشريعية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وهو ما يستلزم حتما ملائمة جميع القوانين للمقتضيات الدستورية وللمعايير الدولية من جهة، والحرص على تفعيلها على مستوى الممارسة العملية وعلى مستوى العمل القضائي من جهة أخرى، للوصول إلى إلغاء جميع أشكال التمييز ضد النساء تشريعا وممارسة.

ويأتي مشروع " تعزيز نظام المساواة في النظام القضائي بالمغرب " باعتباره إحدى مستويات انخراط جمعية " حقوق وعدالة " في صيرورة ومسار تحقيق المساواة، بهدف إنشاء بيئة قانونية ملائمة لاحترام حقوق المرأة، من خلال تحليل النصوص القانونية التي تشكل تمييزا ضد النساء من أجل إعداد توصيات بشأنها، وتنظيم تكوينات للموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين من أجل تطبيق جيد لها، وإنشاء مركز استماع قانوني لفائدة النساء، بالإضافة إلى تنظيم قوافل عدالة من أجل تحسيس المرأة القروية بحقوقها. إن موضوع الدراسة يدخل في باب المكون الأول من مكونات المشروع، والمتعلق بتحليل النصوص القانونية التي تشكل تمييزا ضد النساء، للقطع مع جميع أشكال التمييز ضد النساء، على المستوى التشريعي من جهة وعلى مستوى العمل القضائي من جهة أخرى، سواء في المادة الجنائية أو في المادة الأسرية، حيث تشكل هذه المواد البؤر المركزية للتمييز ضد النساء.

## وضعية تعدد الزوجات بالمغرب

1

إن المعدل الوطني لتعدد الزوجات بالمغرب في الفترة ما بين 2011 و 2015 هو 29.0%، وهذه النسبة تعرف بعض التغيرات وتدنيا في ارتباط مع الطلبات المقبولة. غير أن تساهل القضاة في معالجتهم للطلبات المرفوضة يقدر بمعدل 88.45% خلال نفس الفترة. ومجموع الطلبات المقبولة يبرهن على أن هنالك احتمال كبير بأن تكون الموافقة على التعدد تمنح من طرف القضاة. وبالنسبة لحظوظ القبول، فكلما تقدم طلبين، تم التصديق على واحد منهما.

### جدول رقم 1: تطور ظاهرة تعدد الزوجات بالمغرب

| 2015   | 2014   | 2013   | 2012   | 2011   |                                 |
|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------------------|
| 2050   | 2041   | 1822   | 1571   | 1890   | طلبات مقبولة                    |
| 2561   | 2207   | 2105   | 2205   | 1976   | طلبات مرفوضة                    |
| 952    | 868    | 787    | 806    | 1104   | تعدد زوجات متعاقد عليه          |
| 301746 | 312495 | 306533 | 311581 | 325415 | مجموع حالات (كل الأنواع) الزواج |
| % 0.32 | % 0.28 | % 0.25 | % 0.26 | % 0.34 | النسبة المئوية لتعدد الزوجات    |

المصدر: وزارة العدل والحريات (المغرب)

إن التساهل الكبير للقضاة في معالجتهم لطلبات التعدد يدفعنا إلى التساؤل حول المعايير المعتمدة لقبول هذه الطلبات. وحسب الفصل 41، فإن الرجل الذي يتقدم بطلب التزوج على زوجته ينبغي أولاً أن يبرهن على تملكه لما يكفي من الموارد للاستجابة لحاجيات أسرته مع تقديم تبرير موضوعي لتسوية هذه الممارسة. وأمام انعدام تحديد دقيق لهذه المعايير "الموضوعية"، فإن القضاة يتمتعون بهامش واسع للمناورة للتصديق على الطلب. وحتى في الحالات التي يرفض فيها القضاة طلباً ما، فإن الرجال يلجؤون إلى أساليب محددة للتحايل على قرارات المحكمة.

## أساليب التحايل على قرار القاضي في حالة رفض طلب تعدد الزوجات

حسب تقرير 1 شبكة أناروز2، فإن تعدد الزوجات يعتبر عنفا قانونيا لا يستهان به بما أنه يمس 7,2 % من حالات العنف أي ما يعادل 56 حالة سنوية من الشكايات التي يكون موضوعها انتهاك الزوج لشروط تعدد الزواج كما نصت عليها مدونة الأسرة أو يتحايل على القانون. ومن نماذج التحايل على القانون حينما يصبح تعدد الزوجات هدفا في حد ذاته استعمال الزوج لوثيقة طلاق لاغية بينه وبين الضحية ليبرر للقاضي أسباب رغبته في التعدد.

بحث ميداني آخر أنجزته الزهرة الخمليشي3 على مستوى محاكم تطوان حول أشكال العنف القانوني، وخلصت فيه هذه الباحثة أنه في 5 % من حالات تعدد الزوجات لا يتم إشعار الزوجة الأولى. وتوقفت عند عملية إقرار الزواج عبر قراءة الفاتحة باعتبارها شكلا من أشكال التحايل على القانون. وفي هذا الإتجاه، يقترح "تحالف ربيع الكرامة" 4 إلغاء الفقرات 2 و 3 و 4 من الفصل 16 بما أن هنالك خرقا لمبدأ إيداع مبلغ مالي بالمحكمة بعد صدور قرار الموافقة على الزواج. فأى انسجام هنالك بين الفصول و الأطر المرجعية؟

## تعدد الزوجات : أي انسجام مع الأطر المرجعية؟

يسجل تحالف ربيع الكرامة أن اللجوء الإختياري لآلية التحقق من صحة العقد في الفصل 16 هي شكل من أشكال تأييد العادات والتقاليد العتيقة التي تعرقل التطور والتقدم. يتعلق الأمر بانعدام الإنسجام مع الإلتزامات الدولية للمغرب في مجال حقوق الإنسان وحقوق المرأة، وخاصة الإتفاقية حول الموافقة على الزواج وتوثيقه .

وما زال من الصعب الإعتراف بمبدأ الموافقة لأن الزوجة الأولى تقبل أن يتزوج عليها زوجها خوفا من التطلاق وليس بشكل اختياري. وغالبا ما يتعلق الأمر بوضعية اضطرارية وليس ناتجة عن اقتناع . ويقول الفصل 45 من مدونة الأسرة: " إذا تمسك الزوج بطلب الإذن بالتعدد، ولم توافق الزوجة المراد الزواج عليها، ولم تطلب التطلاق طبقت المحكمة تلقائيا مسطرة الشقاق ". وفي حالة رفضهن للتعدد، تقبل نساء عديدات الطلاق، مما يؤدي إلى انخفاض نسبة تعدد الزوجات وارتفاع نسبة الطلاق.

وفي الحالة التي تقبل فيها الزوجة الأولى أن يتزوج عليها زوجها، فإن ذلك يرجع إلى رغبتها في المحافظة على الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي لأسرتها الصغيرة. وهذا الوضع هو في تناقض مع مبدأ الرضا المشار إليه في الفصل 16 من اتفاقية القضاء على كل أشكال التمييز ضد المرأة.

من جهة أخرى، فإن العوامل الموضوعية أو الإستثنائية المذكورة في الفصل 41 من قانون الأسرة التي تمنح الشرعية لإرتباط الرجل بأكثر من زوجة، تعود إلى "ذاتية" القاضي الذي يتمتع بهامش كبير من المناورة لكي يقبل الطلب. والطريقة الوحيدة لمحاصرة التعدد بشكل شرعي هي الوقاية. والنظام الإستثنائي 5 قد منح الزوجة إمكانية أن ترفض بشكل تعاقدي تعدد الزوجات. وهذا البند يكون ملزماً للزوج وللقاضي، والزوجة الأولى لها الحق في أن ترفض هذا البند لتجنب التعدد. إلا أن الملاحظ أن هذا البند هو في غالب الأحيان غير معروف أو يتم التفاوضي عنه لإعتبارات تقليدية مما لا يحمي النساء من ضرات مستقبلية.

## مكليات وشهادات حول (السألة)

4

من وجهة نظر منسقة شبكة أناروز لمراكز الإستماع للنساء ضحايا العنف: "فإن تعدد الزوجات هو خرق للحقوق النسائية للنساء لأنه ليس عاملاً مساعداً على التفتح، بل إنه بالأحرى مس بكرامتهن... بالإضافة إلى ذلك، هنالك عيب في القانون، ذلك أن النساء يضطررن لقبول أن يتزوج زوجهن عليهن للمرة الثانية بسبب تبعيتهن الإقتصادية...". وعيب القانون مرتبط بالفصل 45 الذي يفرض التخليق على المرأة في حالة رفضها لأن يتزوج عليها زوجها. وباللجوء إلى تعدد الزوجات، فإن نسبة الطلاق ترتفع بما أن العديد من النساء يطلبن الطلاق ليتجنبن تفكك الأسرة. وحسب منسقة مركز الإنصات "نجمة" لناهضة العنف ضد النساء بالرباط منية خطاب "فهناك حوالي 170 شكاية كل سنة بسبب تعدد الزوجات. وفي غالبية الأحيان، لدينا نساء يعرضن شكايتهن من حالات تعدد الزوجات لا تركز على أي سند موضوعي حينما يقوم الرجال بالزواج مرة ثانية فقط من أجل متعة تغيير امرأة بأخرى ولأنهم زايغين. وهم يلجأون أحياناً إلى بعض الأساليب للتحايل على القانون مثل تزوير العنوان حتى لا تتقدم الزوجة الأولى أمام المحكمة والتصديق على ارتباطهم الجديد عبر عملية ثبوت الزوجية التي يتم اللجوء إليها بكثرة" وتؤكد منية خطاب أن الحالات المعالجة على مستوى مركز الإنصات تمثل عنفاً قانونياً بما أن أسباب تعدد الزوجات مرتبطة بالرغبة الجنسية وليس بعوامل موضوعية. واللجوء إلى التحايل على القانون يؤكد فرضية عدم موافقة الزوجة الأولى على أن يتزوج عليها زوجها. ومعيار عدم الموافقة هذا يتناقض مع الفصل 16 من اتفاقية القضاء على كل أنواع التمييز ضد المرأة التي تنص على أن الزواج لا يمكنه أن يتم إلا بموافقة ورضا الطرفين المقبلين عليه.

والزواج المتعدد له بالتأكيد تأثير على الزوجة الأولى . وهنا بعض المحكيات 6 جمعتها الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب:

" وحينذاك، أحضر معه امرأة رابعة، وأجبرني على أن أوافق له لكي يتزوج من جديد. هددني وضربني وكان يقول لي إنه سوف يذبحني وأشياء أخرى رهيبة...على الرجل أن يتزوج امرأة واحدة لكي يتمكن من العناية بها بشكل جيد ."

إن اللجوء إلى العنف الجسدي والتهديد بالقتل لا يؤكدان فقط عدم رضا الزوجة الأولى، ولكن أيضا استغلال السلطة من طرف الزوج الذي يستعمل أساليب مناقضة لحقوق الإنسان لكي يرضي رغباته الشخصية. وهذه المرأة التي عانت من تجربة تعدد الزوجات تلح على أن الاستقرار الأسري ينبني على أسرة مكونة من زوج وزوجة لكي يكون بإمكان الرجل أن يمنح زوجته وأسرته ما يكفي من الوقت والعناية. وفي المحكي الموالي، تقدم حليلة شهادة عن تحايل زوجها لكي يجعلها تقبل أن يتزوج عليها.

حليلة: "...ومنذ 2009، هجرني وأهمل حقوقي وحقوق أولادي. وانتهيت بأن أعطيته الموافقة لأن الأولاد كانوا يحبونه واعتقدوا أنه سيزورهم بانتظام. ومع ذلك، فهو لم يحترم التزاماته المنصوص عليها في القانون...".  
لقد خاب أمل حليلة لكون زوجها لم يف بالتزاماته رغم أنها قبلت أن يتزوج من جديد. ورغم تنازلها وموافقتها على أن يتزوج زوجها عليها جيرا لخاطر أولادها، فإن زوجها لم يحترم التزاماته بما فيها التكفل ماديا بأسرته الأولى وزيارة أطفاله.

هذه المحكيات والشهادات تؤكد مرة أخرى فرضية عدم رضا الزوجة الأولى التي يفرض عليها الأمر ولا تختاره. وما هي المضاعفات الأخرى لظاهرة تعدد الزوجات؟

## تأثير تعدد الزوجات : الحياة للأسرية والاضرابات الاجتماعية

5

إن مسألة العدل بين الزوجات ليس فقط صعبا في الواقع الاجتماعي، بل من العسير تطبيقه في الإسلام. وإن الآية 129 من سورة النساء تدقق في ذلك: "ولن تستطيعوا أن تعدلوا ولو حرصتم". وهذه السورة تحث على الارتباط بزوجة واحدة وذلك في آيتها الثالثة بما أن العدل بين الزوجات أمر صعب: "فإن خفتن ألا تعدلوا فواحدة (...)" وذلك لتجنب أي حالة ظلم ممكنة.

وحسب كودجي عبد الرحمن، فإن دراسة المجتمعات المعنية تؤكد فكرة أن تعدد الزوجات ليست على الإطلاق من ابتكار الإسلام. فالإسلام لم يفعل سوى تقييدها رغم أنه لم يمنعها بشكل نهائي. وهذه الممارسة أصبحت تكتسي صعوبة بالغة يوما بعد يوم لأسباب هي في آن اقتصادية وثقافية. ونستنتج من الدراسات والتقارير المشار إليها أن العدل بين الزوجات هو صعب التحقق وأن الارتباط بزوجة واحدة هو شكل الارتباط الذي يضمن أكبر قدر من التوازن والعدالة الأسريتين.

وحسب تقرير حول النوع والحق في الضمان الاجتماعي بالمغرب 8، فإن تعدد الزوجات يؤدي إلى ارتفاع مخصصات الضمان الاجتماعي بما أن الرجل المتزوج بأكثر من امرأة يحافظ على نفس مبلغ الإنخراط في حين يسمح له بالتكفل بكل زوجاته. وفي حالة الوفاة، فإن أرامله اللواتي لا يشتغلن يجدن أنفسهن مجبرات على تقاسم مبلغ المعاش فيما بينهن. وهؤلاء الزوجات معرضات بدرجة أكبر لأن يكون دخلهن غير مضمون خلال فترة الشيخوخة ومعرضات لأن يعشن الفقر خاصة بعد وفاة الزوج.

وحده الرجل المتعدد الزوجات يحتفظ بالإمتيازات التي توفرها له وضعيته لأن الضمان الاجتماعي يتكفل بزوجاته وأطفالهن وإن كان ذلك يمثل مصاريف إضافية لدافعي الضرائب. وبالإضافة إلى ذلك فالزوجات يلحق بهن الضرر في حالة الترميل ولا يتخذ أي إجراء لمراجعة قيمة معاشهن. واقتسام المعاش بين الزوجات الأرمال يضعف وضعهن المالي ويزيد من حدة الفقر بين النساء. وحسب دراسة جماعية 9 أنجزت بمراكش فإن المرأة المتزوجة برجل متعدد الزوجات تعيش احتمالا كبيرا بأن تصبح أرملة، فالفارق في السن بين الزوج وزوجاته التي غالبا ما تكن أكثر شبابا يمكنه أن يؤدي إلى انقطاع العلاقة بسبب موت الزوج، وهو احتمال وارد بشكل أكبر مما هو وارد في علاقات المنبئية على الإرتباط بزوجة واحدة. وهذا المعطى يعرض بشكل أكبر أبناء الزوجات إلى اليتيم بالنظر إلى السن المتقدم لوالدهن.

وبالنظر إلى التأثير غير المرغوب فيه للزوجات ولأطفالهن، ولهشاشة وضع الزوجات حينما يترملن وهشاشة وضع أطفالهن، وكذا صعوبة أن تقبل المرأة الأولى أن يتزوج عليها زوجها واضطرابها غالبا في الخضوع لذلك تجنباً للطلاق، ما هي التوصيات الممكنة للحد من مضاعفات تعدد الزوجات؟

### 111- محاور الترافع

إن تعدد الزوجات، على المستوى القانوني، هو أحد أحكام قانون الأسرة الذي يخرق مبادئ المساواة وعدم التمييز المبني على الإنتماء الجنسي. وهذه الممارسة التي تميز المجتمعات الأبوية هي التعبير عن الهيمنة الذكورية التي يمكن للرجل عبرها أن يتخذ لنفسه أكثر من امرأة.

ولكل هذه الاعتبارات التي تم ذكرها، بما فيها ذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي والنفسي وبالنظر لتعارض هذه الممارسة مع الدستور والأعراف الدولية في مجال احترام المساواة بين الجنسين يتوجب منع تعدد الزوجات لتسترجع المرأة كرامتها ولضمان الاستقرار الأسري لأولادها. وفي إطار حماية النساء وحماية الأطفال من حالات الزواج المتعدد، ينبغي تبني ترتيبات بهدف ضمان التوازن المادي للنساء المتزوجات بنفس الرجل قبل إقرار القانون الذي يلغي تعدد الزوجات ومعاقبة الزوج في حالة عدم وفائه بالتزاماته المادية أو لجوئه إلى العنف.

وتتمحور التوصيات حول المحاور التالية:

هذا الفصل الذي يسمح للمحكمة أن تطبق بشكل آلي مسطرة الشقاق في حالة رفض زوجة لأن يتزوج عليها زوجها يشكل تهديدا قانونيا يدفع المرأة لمنح موافقتها شفاهيا دون أن تكون بالفعل راضية. وإلغاء هذا الفصل سيسمح بتراجع نسبة الطلاق بما أن العديد من النساء يخترن الطلاق لأنهن يرفضن أن يتزوج عليهن أزواجهن. غير أن النساء اللواتي يوجدن في وضعية هشاشة يجدن أنفسهن مكرهات على قبول التعدد لتجنب الطلاق. وإن منع تعدد الزوجات ستمكن العديد من الأسر من استعادة استقرارها.

من بين الوسائل التي يلجأ إليها بعض الرجال عقد زواج عري في براءة الفاتحة، دون تسجيل العقد مدنيا، ثم ينتقلون إلى ترسيم زواجهم بأكثر من امرأة عبر إجراء ثبوت الزوجية المسموح به حسب الفصل 16. هذا الفصل يتوجب إلغاؤه لمنع التحايل على القانون خاصة حينما ينتهك مبدأ رضا الزوجة الأولى.

## مقترح تدابير لحماية أسر بعد وفاة زوج متعدد الزوجات.

بالإضافة إلى منع تعدد الزوجات، يتوجب حماية الأسر التي يعولها رجل متعدد الزوجات، وينبغي اتخاذ تدابير لحماية النساء والأطفال المعنيين بهذه الحالات، وأن تتم معالجة شكايات الزوجات المعنيات بسرعة لضمان مورد مالي لهن ولأطفالهن وضمان معاينة الزوج في حالة عدم تمكنه توفير الموارد المالية الكافية أو في حالة لجوئه إلى العنف.

إن تأثير تعدد الزوجات هو تأثير متعدد الأوجه، وقد يكون اقتصاديا واجتماعيا ونفسيا. ودراسة الضمان الإجتماعي بينت أن دافع الضرائب يدفع مقابل ضمان حقوق زوجات مادام زوجهن على قيد الحياة دون أن يقدم هذا الأخير دفعات إضافية. وفي حالة الترميل، فإن الزوجات يتضررن لأنهن يقتسمن المعاش فيما بينهن دون أن نتوقف عند مسألة اقتسام الإرث، وهكذا تمس حقوقهن في حالة المعاش والإرث معا.

من جهة أخرى، فإن تحليل الشهادات الحية للنساء وتحليل محكيات النساء ضحايا التعدد يبرز الوقع السلبي لهذه الممارسة على الصحة النفسية للمرأة وعدم الإستقرار الوجداني والإقتصادي للأسرة. فالنساء يجدن أنفسهن مجبرات على قبول التعدد لتجنب الطلاق (الفصل 45)، والرجال يجدون السبل للتحايل على قرار المحكمة (الفصل 16). وحسب هذه الخطابات، فليس هناك مسوغ موضوعي للشروع في الإجراءات المؤدية إلى التعدد، بل هناك رغبة الرجل في تنويع النساء أو "المواضيع الجنسية".

ودراسة الإحصائيات الوطنية المتعلقة بتعدد الزوجات تشير إلى مستوى مرتفع من التساهل في منح القضاة للإذن بالتعدد، وذلك راجع إلى الهامش الكبير للمناورة حين تأويل "الأسباب الموضوعية" التي تضي الشرعية على هذه الممارسة. بالإضافة إلى ذلك، فإن النساء يشكين من ثغرات في القانون مثل التهديد بالطلاق في حالة رفض التعدد وأشكال التحايل على القانون عبر إثبات الزوجية.

إن تطبيق الفصل 16 من اتفاقية القضاء على كل أنواع التمييز ضد المرأة يشكل مرجعا في أفق منع تعدد الزوجات الذي يمثل عدم احترام للكرامة الإنسانية خاصة مع عدم رضا الزوجة الأولى. وهذه الممارسة تتعارض أيضا مع مبدأ مناهضة التمييز ما بين الرجال والنساء الذي ينص عليه الدستور.

- 1- الشبكة الوطنية لمراكز الإنصات للنساء ضحايا العنف، التقرير الثاني: تحليل الشكايات المسجلة من طرف مراكز الإنصات والمساعدة القانونية للنساء ضحايا العنف، 2007، ص 17-18.
  - 2- شبكة أناروز (الشبكة الوطنية لمراكز الإنصات ضحايا العنف) تضم 19 جمعية ومركزا للإنصات. وهي تهدف إلى تقوية مبادرات الجمعيات بالمغرب في مجال الدفاع عن حقوق النساء ومناهضة العنف الذي يتعرضن له. وتسعى الشركة إلى تطوير وإنشاء مراكز قانونية لمناهضة العنف ضد النساء في مختلف جهات المملكة.
  - 3- زهرة الخليلشي، قضايا النساء بمحاكم تطوان، 2013، ص 59-60.
  - 4- مذكرة تحالف ربيع الكرامة، مشروع قانون يرمي إلى تعديل الفصل 16، يناير 2015
  - 5- قانون الأسرة المغربي الجديد، تقرير أعده قضاة فرنسيون بعد رحلة عمل (من 19 إلى 29 يونيو 2007) حول تطبيق هذا التشريع.
  - 6- محكيات قامت بتجميعها الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، وقد تم تغيير أسماء المستجويات للحفاظ على الغفلية. <https://www.youtube.com/watch?v=h4KMivBNrnU>
  - 7- كودجي عبد الرحمن، " تعدد الزوجات بالمغرب العربي. سجلات بخصوص قانون يتغير، تجاذبات متوسطة، 2002/2 (العدد 41)، ص.ص 77-88، URL : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2002-2-page-77.htm>
  - 8- الجمعية المغربية للنساء الديمقراطيات و الإتحاد الأوروبي، النوع والحق في الضمان الإجتماعي بالمغرب، دجنبر 2016، ص 45
  - 9- البند 60 من القانون 17.02. البند 33 من القانون المتعلق بالمعاشات المدنية. البند 39 من القانون المتعلق بالنظام الجماعي لإعانات التقاعد.
  - 10- فاريكا كارلوس، تعدد الزوجات والخصوبة بالمغرب، مضاعفات عدم الإستقرار في الزواج في: الإخصاب والولادة والطفولة الصغيرة في المغرب العربي، إيكس أون بروفانس، معهد الدراسات والأبحاث حول العالم العربي والإسلامي، 1997
- <http://books.openedition.org/iremam/2901>